

ARRETE DE POLICE

Le Bourgmestre f.f,

Dour, le 14 novembre 2018

Vu les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la Police de la circulation routière ;

Vu l'article 78 de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté Ministériel du 07 mai 1999 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique

Considérant la demande introduite le 12 novembre 2018 par l'entreprise Etwal-Platteau Infra ;

Attendu que l'entreprise Etwal-Platteau Infra sise rue George Stephenson n°112 à 7180 Seneffe, entreprend des travaux pour un branchement de gaz en trottoir, pour le compte d'Ores, rue de l'Athénée n°23 à 7370 Dour **entre le mardi 27 novembre 2018 et le mardi 18 décembre 2018** ;

Considérant que les travaux seront exécutés avec occupation du trottoir et une occupation partielle de la voirie par du matériel ou des déblais ;

Considérant qu'à cette occasion, il y a lieu de prendre des mesures afin d'éviter des accidents aux personnes et aux biens ;

Considérant qu'il revient aux communes de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police et notamment de préserver la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques et qu'il convient de réagir chaque fois que la situation le requiert par des mesures appropriées ;

Considérant également que le Code de la route et spécialement son article 78 prévoit que la signalisation des chantiers établis sur la voie publique incombe à celui qui exécute les travaux et que s'il doit être fait usage de signaux relatifs à la priorité, de signaux d'interdiction, de signaux d'obligation, de signaux relatifs à l'arrêt et au stationnement ou de marques longitudinales provisoires indiquant les bandes de circulation, cette signalisation ne peut être placée que moyennant autorisation donnée par le Bourgmestre ou par son délégué ;

Considérant que l'autorisation du Bourgmestre détermine dans chaque cas la signalisation routière qui sera utilisée ;

Attendu que le chantier a bien fait l'objet d'une demande initiale au maître de l'ouvrage à travers la plateforme informatique **Powalco numéro 18050472** ;

Considérant que les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions du Service Travaux de la Commune de Dour ;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures requises en vue de garantir la sécurité des usagers et d'obvier aux accidents ;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

ARRETE :

Art.1 : Conformément aux prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 07 mai 1999 ayant pour objet la signalisation des chantiers.

Art.2 : L'arrêt et le stationnement des véhicules seront interdits de part et d'autre de la chaussée, sur toute l'étendue du chantier sur une distance de 20 mètres de part et d'autre de l'adresse indiquée.

La circulation des véhicules sera limitée à 30km/heure.

Art.3 : Cette mesure sera matérialisée par :

1. La pose de balises et de barrières frontales pour délimiter les zones de travail.
2. La pose de signaux : **E3, A31, A7, C43, C46, flèches D1, conformes au règlement sur la police de la circulation routière.**

Art. 4 : Le service travaux doit obligatoirement être averti avant le début des travaux par l'entrepreneur via l'adresse e-mail suivante espacespublics@communedour.be. En tout état de cause le présent arrêté est délivré pour une période allant du **27 novembre 2018 au 18 décembre 2018** et tout chantier en dehors de cette période sera interdit d'exécution sauf nouvelle demande d'arrêté relatif au placement de la signalisation adressée au Bourgmestre.

Art.5 : Le placement, le retrait, la surveillance et l'éclairage éventuel de la signalisation incombent au demandeur conformément au prescrit de l'article 78 du code de la route. Pendant cette période, l'entrepreneur sera considéré comme gardien de la voirie au sens de l'article 1384 du Code civil et pourra engager sa responsabilité civile en cas d'accident survenu sur la voirie concernée ;

Art.6 : La personne responsable du chantier, devra être en mesure de faire déplacer le matériel installé sur la voie publique afin de permettre le passage des véhicules des services d'incendie, de secours et de sécurité ;

Art.7 : Les abords du chantier devront être maintenus en état de propreté ;

Art.8 : Le demandeur avertira les riverains des mesures de circulation prévues ainsi que de leur durée par la présence sur les lieux d'une affiche reprenant les données, si nécessaire il y aura la distribution d'un toutes-boîtes ;

Art.9 : Conformément à l'article 30 du décret du 30 avril 2009 relatif à la coordination des chantiers, selon que le chantier fait ou non l'objet d'une coordination, le coordinateur-pilote, le demandeur de coordination ou le maître de l'ouvrage informera les riverains et les usagers de la tenue du chantier. Cette information est, le cas échéant, faite par voie de lettre circulaire préalablement au chantier et obligatoirement par la pose d'affiche identifiant le gestionnaire de câbles et de canalisations ou le maître d'ouvrage durant les travaux

Art. 10 : Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise Etwal-Platteau Infra SA sise Zoning Industriel de Seneffe rue George Stephenson à 7180 Seneffe et placé sur les lieux le cas échéant.

Art.11 : Le présent arrêté sera transmis au Chef de Corps de la zone de police **Monsieur DEGOBERT Patrice** ;

Art.12 : Un recours contre la présente décision peut être déposée par voie de requête au Conseil d'Etat, dans un délai de 60 jours à partir de sa notification.

Le Bourgmestre f. f.,
Vincent LOISEAU

